



**B. L'information relative aux ressources alimentaires et aux besoins :**

- *Qui détient l'information relative aux ressources et aux besoins ? Comment est-elle gérée / partagée ?*
- *Quel rôle à l'avenir pour les Régions en matière d'identification et de gestion des besoins, des risques, des ressources et d'inscription de ceux-ci dans les politiques nationales ?*

**C. Actions directes relatives au développement direct de la disponibilité**

- *Quels avantages comparatifs pour les actions menées ou soutenues par les régions (Nord et Sud) dans le soutien direct à la production (ex : appui direct aux acteurs) ?*
- *Comment assurer la cohérence avec d'autres types d'organisations comme les inter-professions par filière et les organisations professionnelles ?*
- *Les Régions peuvent/doivent-elles impulser, participer à une meilleure transformation et/ou commercialisation des produits alimentaires ? comment ?*

**D. Action sur les contraintes structurelles agissant sur la disponibilité**

- *Comment –si justifié– les Régions peuvent-elles agir dans la recherche de solutions aux contraintes d'ordre structurel du développement agricole telles que celles liées à la **gestion du foncier, à la gestion de l'eau et l'accès aux intrants** ?*
- *Quelles spécificités/avantages comparatifs pour les actions menées par les Régions comparées à celles menées aux niveaux national ou local ?*

**E. Stratégies de prévention et de gestion des crises alimentaires et autres calamités : alertes précoces, stocks de sécurité, mise en relation des zones excédentaires et déficitaires.**

- *Quelle place pour les Régions en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires ?*
- *Eu égard à la sensibilité de ces questions, quelle est la voix des Régions dans les choix, les actions à mener, le contrôle, l'évaluation ?*
- *Quels avantages comparatifs pour les Régions en matière de mises en relation des zones excédentaires avec les zones déficitaires ?*

**EXPERIENCES REGIONALES PRESENTEES**

**1/ Sécurité alimentaire et territoires, information (questions A et B) :**

**Itasy** (Madagascar), **Aquitaine** (France) : Comment Régions du Nord et du Sud unies peuvent traiter la question de la Sécurité alimentaire : la prise en compte de la dimension territoriale de la problématique et des solutions, **M. Hubert Henri Rakotondrazaka**, Ancien chef de la Région Itasy (Madagascar)

**Katsina** (Nigeria), **Kano** (Nigéria), **Maradi** (Niger) : Coopération transfrontalière et sécurité alimentaire : le rôle des acteurs locaux, **M. Ahmed Ibrahim Yakasai**, Commissaire, Ministère du Commerce, des Industries, des Coopératives et du Tourisme, Etat de Kano (Nigéria)

**Région des Cascades** (Burkina Faso) et **Sikasso** (Mali) : Expérience de partenariat entre coopératives agricoles dans un contexte transfrontalier (zone SKBO) : Quelles stratégies d'appui des Régions aux initiatives locales ? **M. Edmond Sougue**, Chargé de Mission à l'appui aux politiques et stratégies de développement territorial, Partenariat pour le Développement Municipal (Cotonou)

**2/ Les Régions dans l'accroissement de la disponibilité (questions C et D) :**

**Grande Région UEMOA** (Afrique) et **Bretagne** (France) : Partenariats multi-acteurs innovants en agricultures vivrières au sein d'une coopération entre une Région et une organisation supranationale, **M. Alain Yvergniaux**, Conseiller Régional de Bretagne (France).

Quelles synergies entre les pratiques des acteurs de la société civile et des collectivités territoriales d'un même territoire (au Nord comme au Sud) pour garantir un développement agricole durable et partagé permettant à tous d'avoir un accès à une alimentation saine et suffisante, **Mme Clotilde Tascon Mennetrier**, Vice-Présidente du Conseil Général d'Ille et Vilaine (France) et Représentante de Cités Unies France (CUF)

**Etat de Minas Gerais** (Brésil), Les Programmes de sécurité alimentaire des États du Brésil : l'amélioration de la qualité de vie et des revenus des agriculteurs locaux, **M. Crispim Moreira**, Secrétaire National pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition, Adjoint au Ministre du Développement Social et de la Lutte contre la Faim du Brésil

**3/ Les Régions et la gestion de crise (questions E) :**

**Tillabery** (Niger) : Crise alimentaire de 2005 au Niger : Rôles et limites des structures régionales et locales, **Pr. Alpha Gado Boureima**, Directeur du Laboratoire « Gestion et Préventions des Catastrophes naturelles », Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)

**Mali** : Place des autorités infra étatiques dans la préparation et la mise en place des systèmes d'alerte précoce et les systèmes de prévention des crises agricoles et alimentaires, **M. Konaté Amadou**, Expert en sécurité alimentaire, Comité Permanent Inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)